

Une manne pour la recherche à Genève

SOUTIEN L'Université de Genève a créé une fondation pour financer des projets via de l'argent privé – celui de la Fondation Hans Wilsdorf principalement. Cette aide ne se substitue en aucun cas aux fonds publics, insiste l'institution. Mais ces derniers sont en partie menacés

LORÈNE MESOT

C'est le secret le moins bien gardé de la République: l'identité de la fondation «dont il ne faut pas prononcer le nom». La tentaculaire et indispensable Hans Wilsdorf, propriétaire de Rolex. Une «vraie machine à cash», écrivait la *Tribune de Genève* en 2018. A l'époque, le quotidien estimait que le discret mécène versait plus d'une centaine de millions de francs d'aides financières par année. Ce chiffre a été multiplié par cinq depuis, indiquait la fondation en septembre dans un effort de transparence inédit. La moitié est versée dans le canton de Genève. Parmi les bénéficiaires directs et indirects, des associations et organisations en tous genres, des clubs sportifs, des artistes, des étudiants désargentés, des jeunes déscolarisés, des personnes handicapées ou en mauvaise santé, des femmes et des hommes sans abri ou endettées, des médias (*Le Temps**, notamment). Mais aussi des professeurs d'université.

Les apports de la Fondation Wilsdorf sont plutôt «très bien reçus chez les chercheurs, car elle n'est pas intrusive»

DIDIER GRANDJEAN, DIRECTEUR DU CENTRE SUISSE DES SCIENCES AFFECTIVES

Mi-décembre a été clôturé le premier appel à projets de la Funige – la Fondation pour l'Université de Genève. Créée en mai dernier à l'initiative du rectorat, cette nouvelle entité vise à financer «des projets ambitieux dépassant les capacités financières ordinaires de l'université», explique le vice-recteur de l'Unige, Sébastien Castellort, également membre du comité scientifique de la Funige. La Fondation Hans Wilsdorf en est la principale contributrice. Elle s'est



Devant le bâtiment Uni-Mail de l'Université de Genève. (9 JANVIER 2025/MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)

engagée à l'irriguer de quelque 20 millions de francs par année.

Jamais les liens entre la mécène et l'Unige n'ont été aussi visibles. Dernièrement, la Fondation Hans Wilsdorf a mis plus de 200 millions de francs sur la table pour financer le bâtiment qui abritera la Geneva School of Economics and Management et la Faculté des sciences de la société, dès 2028, dans le quartier Quai Vernets. Elle soutient aussi un programme de chaires d'excellence de l'Unige dans les domaines des neurosciences, de la génomique, de la vie dans l'Univers, de la physique quantique et des mathématiques à hauteur de 30 millions sur trois ans. Et fait partie des huit fondations partenaires du Centre en philanthropie, né en 2017.

La Fondation Hans Wilsdorf soutient des projets de recherche et les infrastructures de l'institution bien avant la création de la Funige. En 2017 notamment, elle a fait don de

10 millions de francs pour le Campus Biotech. Mais l'université souhaitait «disposer d'un cadre dédié et juridiquement distinct pour structurer et développer la recherche de fonds privés», explique Sébastien Castellort. La Funige, précise-t-il, n'intervient ni dans le choix des contenus ou des méthodes ni dans l'interprétation des résultats des projets.

Toutes disciplines confondues

S'agissant du premier appel à projets, seuls les professeurs – ce qui a fait l'objet de critique à l'interne – ont été invités à candidater, toutes disciplines confondues. Le secrétariat de la fondation s'est assuré de l'éligibilité des dossiers, puis des experts externes et le comité scientifique (chaque faculté est représentée) les ont examinés avant de passer la main au conseil de fondation pour décision finale. La rectrice

Audrey Leuba en est la présidente et l'ancien directeur du Centre en philanthropie, Henry Peter (également président de la fondation Aventinus, actionnaire majoritaire du *Temps*), le vice-président. Siègent également le professeur de chimie Jérôme Lacour, la conseillère en entreprises Sophie Dubuis et le banquier Patrick Odier.

Le premier appel à projets était subdivisé en trois catégories: les travaux «capables de transformer durablement le paysage de la recherche en répondant à des enjeux scientifiques majeurs», les recherches dites «innovantes, ponctuelles ou exploratoires» qui échappent aux dispositifs de financement classiques, ainsi que le financement d'infrastructures et l'acquisition de matériel de recherche de pointe. «La Funige n'a pas vocation à compenser la subvention fédérale de base, indispensable au fonctionne-

ment des universités, ni les contributions du Fonds national suisse», le FNS, insiste Sébastien Castellort.

Comme les autres hautes écoles du pays, l'Université de Genève dépend majoritairement de fonds publics. En 2024, 48% de son budget de 904 millions provenaient du canton, 17% de la Confédération et 12% du FNS. «Le financement public est le seul à pouvoir soutenir la recherche dans les universités avec une force de frappe suffisamment forte pour qu'elles restent compétitives», détaille Sébastien Castellort.

Cette précision est d'actualité. Dans son plan d'allègement budgétaire, le Conseil fédéral envisage en effet des coupes sévères dans la recherche et la formation. Cet automne, Audrey Leuba estimait que la perte pourrait s'élever à plus de 22,5 millions de francs pour l'Unige. La subven-

tion fédérale de base pourrait fondre de 9% et les subsides du Fonds national suisse (FNS) de 10%. A Berne, le parlement n'a pas encore tranché, mais le FNS a dû anticiper et procéder à quelques ajustements, ses fonds finançant des projets de recherche pluriannuels. Il a réduit la voilure de plusieurs instruments d'encouragement depuis le début de l'année.

Un équilibre «précaire»

Aujourd'hui, la répartition des tâches entre acteurs privés et publics «fonctionne bien» et leur complémentarité est «essentielle», estime le FNS, qui évoque un «équilibre précaire». Si les coupes se confirment, «il s'agirait d'une intervention historique dans le paysage scientifique suisse, avec des conséquences graves pour le progrès social et économique du pays», note le Fonds. Selon ses calculs, il se verrait contraint de refuser «au moins 500 projets de recherche innovants dont les résultats sont essentiels pour l'économie, la société et l'administration».

Le financement public est fondamental, car il garantit l'autonomie des universités, renchérit le conseiller aux Etats socialiste Baptiste Hurni, régulièrement au front sur les questions de recherche à Berne. «Les fonds privés peuvent apporter des compléments bienvenus, mais il ne faut pas perdre de vue qu'une fondation n'est pas soumise au contrôle démocratique.»

Les apports de la Fondation Wilsdorf sont plutôt «très bien reçus chez les chercheurs, car elle n'est pas intrusive», complète le professeur Didier Grandjean, directeur du Centre suisse des sciences affectives. «Cela étant, on peut se demander ce qui se passerait si un jour elle se retirait ou posait des conditions à l'octroi de l'aide de type non scientifique ou thématique, voire politisé. Mais ce n'est pas le cas actuellement à ma connaissance.» Pour le chercheur, le modèle de financement à l'américaine ne fonctionnerait pas en Suisse. «Outre-Atlantique, la culture veut que les alumni qui ont fait carrière financent l'université qui les a formés. Ce type de réseau se construit sur plusieurs générations.» ■

*La Fondation Aventinus, actionnaire majoritaire du journal, est elle-même soutenue par les fondations Hans Wilsdorf, Leenaards et Jan Michalski.